

# ***La Commune de Paris au jour le jour***

**19 mars - 28 mai 1871**

***D'après l'édition de 1908, Librairie C. Reinwald***

***Schleicher frères, Éditeurs,***

***61 rues des saints-pères, Paris.***

## **JOURNAL DE LA COMMUNE**

**5 avril 1871**

Le capitaine, sous la protection duquel je m'étais mis pour mon expédition qui n'a pas été plus loin que la place de la Concorde, m'a raconté les suites tragiques de l'affaire:

L'ordre nous fut donné hier à 4 heures du matin de partir en éclaireurs pour Chatillon, subito. Éclairer quoi? aller où? par quel chemin? éclairer comment? à qui faire son rapport? et des munitions?

- Ah! que d'exigences. Allez à Chatillon, immédiatement, vous dit-on.

- Soit!

- On prit une route quelconque. Tant bien que mal on arriva aux alentours de Chatillon; de ci de là on s'y promenait. Dès le jour, des gardes nationaux affamés, et encore plus altérés, se répandaient dans les guinguettes du voisinage et s'y attablaient. Quant aux infatigables, quand aux zélés, à leur aise, ils patrouillaient par les chemins. Je poste quelques hommes, vos deux frères parmi, dans un ancien trou de Prussiens et combine mes rondes. Je ne suis pas longtemps sans flairer des Versaillais. Les hommes sortent bientôt de leur trou et courent derrière un de leurs sergents qui, apercevant un bout du drapeau rouge à travers les arbres: *«Les camarades sont dans la redoute là-bas. Qui m'aime me suive!»*.

Déjà les balles commencent à pleuvoir. Un de vos frères s'attarde à ramasser un blessé. Plusieurs bataillons versaillais débusquent; ils avancent au cri de *«Vive la République!»*. Feinte ou non, les Parisiens le prennent pour sincère, répondent *«Vive la République!»* et se laissent approcher en mettant eux-mêmes la crosse en l'air. Quand ils sont presque à portée de baïonnette, les prétendus amis leur disent: *«Vive la République, c'est bel et bien, mais rendez-vous!»*. Nos Parisiens, enveloppés par des forces quintuples ou décuples, essaient encore de résister, mais quelques minutes à peine, ils étaient bousculés, renversés, tués, blessés ou prisonniers. La mêlée fut trop courte pour avoir été très sanglante. Mais que sont devenus vos frères? Je ne puis vous le dire...

Des conciliateurs surgissent. Qu'ils soient les bienvenus! Leur tâche est bien difficile, car nous ne voulons pas la dira impossible... Qu'ils soient les bienvenus!

Au bruit du canon de l'Assemblée, vomissant soudain du plomb et du fer enflammé contre des poitrines d'hommes, des citoyens ont frémi tout alarmés. A la riposte indignée de nos gardes nationaux criant *«A Versailles! à Versailles!»*, ils se sont cherchés, ils se sont trouvés, ils sont convenus ensemble de paroles de paix qu'ils veulent porter aux deux camps.

Mais de paix matérielle, il ne peut en être question avant la paix morale; or, la conciliation suppose la reconnaissance de droits réciproques. C'est Versailles qui attaque; donc, c'est Ver-

sailles qui, la première, doit arrêter ses coups. Si Versailles le veut faire, c'est le moment, les deux combattants sont quittes et peuvent transiger, ils ont échoué l'un et l'autre. Les Versaillais n'ont pas pu entrer à Paris en faisant une trouée par Neuilly; les Parisiens n'ont pas pu entrer à Versailles en faisant une trouée par Rueil et Chatillon. L'Assemblée attaque la Commune parce qu'elle ne reconnaît aucun droit à la Commune; il ne peut donc y avoir de conciliation qu'à une seule condition, c'est que Versailles reconnaisse les droits de Paris, pour lesquels sauvegarder Paris a nommé sa Commune.

En tant que faisant partie de la France, Paris a droit d'exiger que, bon gré mal gré, l'Assemblée reconnaisse définitivement et une fois pour toutes l'existence de la République.

En tant que ville de dix-huit cent mille habitants, une des premières du monde; en tant que personne politique et morale; en tant qu'individualité commerçant, produisant et consommant, Paris a droit à une large autonomie municipale, et, puisque tout droit qui ne veut pas être foulé aux pieds doit se protéger par une force matérielle inspirant le respect, Paris ne peut pas consentir au désarmement de sa garde nationale, sous peine de n'être plus qu'une misérable dupe.

Voilà pourquoi la logique a voulu que pour pouvoir représenter Paris, la *Ligue de Conciliation* prenne le nom d'*Union Républicaine pour les Droits de Paris*. Sans la reconnaissance de la République et des droits de Paris, Paris attaqué n'acceptera jamais de paix; si cette reconnaissance pouvait être obtenue des monarchistes de Versailles, c'est dans des transports de joie que la paix serait aussitôt conclue.

Il est à noter qu'un *Comité de l'Équilibre Républicain*, qui a publié son *Manifeste* hier, dit, en substance, la même chose que la *Ligue d'Union*, dont voici le programme, accompagné de la liste de ses fondateurs, noms très sympathiques pour la plupart, appartenant au parti républicain modéré, mais honnête et ayant fait ses preuves. C'est un peu le parti des «bons maires» qui se portaient déjà comme conciliateurs entre l'Assemblée et le Comité central. Il est regrettable qu'aux dernières élections ils aient été sacrifiés en masse à des inconnus qui ont encore à montrer qu'ils sont honnêtes et capables; il est regrettable que le petit nombre des élus de cette catégorie se soit retiré de la Commune, déjà, ou veuille s'en retirer. Nos révolutionnaires de la Commune - c'est des blanquistes que je veux parler - paraissent ignorer que, dans toute collectivité, la majorité et la minorité se font contrepoids et engendrent le mouvement de progression par leur balancement réciproque. C'est ce qui fait que majorité et minorité sont indispensables l'une à l'autre. C'est ce que représente avec une modération fière et virile le manifeste de l'*Équilibre républicain*, manifeste trop sage et trop sensé, j'en ai peur, pour qu'on l'entende seulement, au milieu du bruit de la fusillade et du roulement du tambour. Nos amis les équilibristes cherchent le terrain permanent et solide où «*les divisions et variations doctrinales et personnelles ne puissent plus compromettre, au profit de la réaction, la République que nous voulons fonder*». Ils déclarent franchement et amicalement à la Commune «*que, derrière le parti qui a pris l'initiative, d'autres groupes existent, prêts à l'appuyer, prêts au besoin à alterner avec lui; que, derrière la République révolutionnaire ou à côté, marche la République, et qu'en aucun cas, nos discussions intestines ne doivent tourner au profit des réactions monarchiques*».

Les hommes du comité de l'*Équilibre républicain* sont en quelque sorte les théoriciens de l'idée mise en pratique par les membres de l'Union:

## UNION RÉPUBLICAINE POUR LES DROITS DE PARIS

*La guerre civile n'a pu être évitée.*

*L'obstination de l'Assemblée de Versailles à ne pas reconnaître les droits légitimes de Paris a amené fatalement l'effusion du sang.*

*Il faut maintenant aviser à ce que la lutte qui jette la consternation dans le cœur des citoyens n'ait point pour résultat la perte de la République et de nos libertés.*

*A cet effet, il s'agit qu'un programme, nettement déterminé, ralliant dans une pensée commune l'énorme majorité des citoyens de Paris, mette fin à la confusion des esprits, à la divergence des efforts.*

*Les citoyens soussignés, réunis sous la dénomination d'Union Républicaine pour les Droits de Paris, ont adopté le programme suivant, qui leur paraît exprimer les vœux de la population parisienne:*

*- Reconnaissance de la République;*

*- Reconnaissance du droit de Paris à se gouverner, à régler, par un conseil librement élu et souverain dans les limites de ses attributions, sa police, ses finances, son assistance publique, son enseignement et l'exercice de la liberté de conscience;*

*- La garde de Paris exclusivement confiée à la garde nationale, composée de tous les électeurs valides.*

*C'est à la défense de ce programme que les membres de l'Union veulent consacrer tous leurs efforts, et ils engagent tous les citoyens à les aider dans cette tâche en faisant connaître leur adhésion, afin que les membres de l'Union Républicaine, forte de cette adhésion, puissent exercer une énergique action médiatrice, capable d'amener le rétablissement de la paix et de maintenir la République.*

*Paris, 5 avril 1871.*

*Bonvalet, ancien maire du II<sup>ème</sup> arrondissement; J.A. Lafont, ancien adjoint du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement; M. Lachatre; G. Lechevalier, avocat, préfet démissionnaire; A. Coureux; Oninus, docteur médecin; Cordon, ancien maire du XV<sup>ème</sup> arrondissement; Pairon, négociant; Hippolyte Sputuy; Laurent Pichat, publiciste; Maillard, chef du contentieux de la Compagnie «l'Union»; Soudée, négociant; H. Grandchamp, négociant; Desonnaz, publiciste; Dubois, docteur médecin; A. Murat, ancien adjoint du X<sup>ème</sup> arrondissement; G. Isambart, publiciste; G. Manet; J. Mottu, ancien maire du XI<sup>ème</sup> arrondissement; L. Gillet, fabricant d'articles d'éclairage; Loiseau Pinson, ancien adjoint du 11<sup>ème</sup> arrondissement; E. Villeneuve, docteur médecin, ancien adjoint du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement; E. Beslay, ancien adjoint du II<sup>ème</sup> arrondissement; G. Clémenceau, représentant du peuple, démissionnaire; Édouard Lockroy, représentant du peuple, démissionnaire; Charles Floquet, représentant du peuple, démissionnaire.*

*Les citoyens qui veulent participer à la propagation de ce programme trouveront des listes d'adhésion à la Librairie centrale, boulevard Sébastopol, 38, et dans les bureaux des journaux républicains.*

*On trouvera des exemplaires aux bureaux du Rappel, rue de Valois, 18.*

Je rougis de honte, je tressaille de colère en apprenant comment ces immondes Versaillais ont traité leurs prisonniers.

On faisait défiler par les rues de la capitale rurale, parader devant le beau monde des promenades, ces malheureux, leurs vêtements déchirés dans la lutte, épuisés par l'insomnie, harassés par une longue marche au grand soleil, par la fatigue de plusieurs jours, par la douleur, accueillis par l'insulte. On se précipitait sur eux pour les dévisager, pour leur lancer de plus près quelque ignoble raillerie. Parmi eux, il en était de blessés et de sanglants, - ils recevaient des malédictions plus encore que les autres. Ces hommes avaient les mains liées, et les gandins qui, la veille, n'eussent point osé les affronter, leur crachaient maintenant contre la bouche et les yeux, et les belles dames avec leurs ombrelles tapaient dans ces figures baignées d'une sueur d'angoisse. Un vieillard, un vieillard à cheveux blancs - on est infâme à tout âge - déchargeait des coups de canne sur les têtes nues, et on lui criait: *Bravo! Bravo!* Deux jeunes gens s'approchèrent du vieillard, lui firent des remontrances à voix basse. Alors une

dizaine d'anciens sergents de ville ou mouchards en disponibilité, se ruent sur les jeunes gens que huait la foule et les entraînent en prison.

L'ignoble Picard, le boursicotier engraisé, a tripoté dans ces ignominies. Tout aussitôt, il a affiché et télégraphié:

*«La cavalerie qui a escorté les prisonniers a eu la plus grande peine, à son entrée à Versailles, à les protéger contre l'irritation populaire. Jamais la basse démagogie n'avait offert aux regards affligés des honnêtes gens des visages plus ignobles».*

Parmi eux était l'homme que j'aime, que j'estime et que je respecte le plus au monde.

**Élie RECLUS.**

-----